
There is no alternative (TINA)

L'expression *There Is No Alternative*, souvent associée à Margaret Thatcher, résume l'un des tournants majeurs de la fin du XX^e siècle. Elle affirme qu'en matière économique, une seule voie serait viable : celle du marché concurrentiel, de la limitation de l'intervention publique et de la responsabilité individuelle. Ce qui se présente d'abord comme un argument de gouvernement devient progressivement un cadre intellectuel durable.

La formule dépasse ainsi le simple registre rhétorique. Elle agit comme un mécanisme de clôture du débat démocratique : si aucune autre option n'est possible, la discussion porte uniquement sur la meilleure manière d'appliquer la réforme, non sur sa légitimité. Comment cette vision s'est-elle imposée ? Par quels instruments s'est-elle traduite ? Et pourquoi demeure-t-elle, malgré les crises, un point de référence incontournable ?

Des fondements théoriques à la conquête du pouvoir

Bien avant son arrivée au 10 Downing Street, des économistes comme Friedrich Hayek ou Milton Friedman critiquent l'État-providence et la planification. Selon eux, le marché constitue le meilleur mécanisme d'allocation des ressources ; toute intervention excessive produit des distorsions et menace les libertés individuelles.

Longtemps marginales, ces idées gagnent en influence lorsque les économies occidentales entrent en crise dans les années 1970. Inflation élevée, chômage persistant, ralentissement de la productivité : les politiques keynésiennes semblent perdre de leur efficacité. Dans ce contexte, les thèses libérales apparaissent comme une alternative crédible aux recettes dominantes.

Des réseaux intellectuels, des fondations et des centres de recherche contribuent à structurer cette montée en puissance. Ils forment des experts, publient des rapports, alimentent les médias et préparent un personnel politique prêt à gouverner différemment. Lorsque Thatcher arrive au pouvoir en 1979, le terrain idéologique est prêt.

Transformer une doctrine en programme d'action

Une fois au gouvernement, l'objectif n'est plus de convaincre mais de modifier les règles du jeu. La politique économique britannique s'oriente vers la maîtrise de la monnaie, la réduction du rôle productif de l'État et la restauration des incitations individuelles.

Les autorités relèvent fortement les taux d'intérêt afin de combattre l'inflation. Celle-ci recule nettement au cours de la décennie. Mais le coût social est immédiat : le chômage dépasse trois millions de personnes et de vastes régions industrielles entrent dans un déclin durable.

Parallèlement, le gouvernement privatise de grandes entreprises publiques – télécommunications, énergie, transport aérien. L'opération modifie profondément la relation entre citoyens et services collectifs : l'utilisateur devient client, l'actionnaire prend une place centrale, la régulation remplace l'administration directe.

Les rapports sociaux sont eux aussi redéfinis. Plusieurs lois encadrent plus strictement l'action syndicale. La grève des mineurs de 1984-1985 marque un tournant symbolique : elle illustre la volonté du pouvoir politique de réduire l'influence des organisations ouvrières dans la détermination des salaires et des conditions de travail.

Ces transformations produisent un double mouvement. D'un côté, la stabilité monétaire et la dérégulation financière renforcent l'attractivité du pays. De l'autre, la désindustrialisation accentue les fractures territoriales et sociales.

Des résultats contrastés : efficacité et fractures

Les partisans des réformes soulignent plusieurs succès. L'inflation est maîtrisée, certains secteurs gagnent en compétitivité et la place financière londonienne connaît une expansion rapide. Le Royaume-Uni apparaît plus intégré aux flux internationaux de capitaux.

Les critiques mettent en avant une autre réalité. Les inégalités de revenus se creusent, la pauvreté progresse dans certaines régions et l'emploi industriel recule fortement. La croissance repose davantage sur les services et la finance, au prix d'une vulnérabilité accrue aux cycles économiques.

Cette divergence d'interprétation accompagne toute l'histoire de TINA : la même politique peut être lue comme un redressement nécessaire ou comme l'origine de fragilités durables.

De l'expérience nationale à la norme internationale

Au fil des années 1990, le cadre né au Royaume-Uni dépasse largement son contexte d'origine. Même les gouvernements issus de traditions sociales-démocrates conservent l'essentiel des réformes. Le débat se déplace : il ne porte plus sur le principe du marché, mais sur son accompagnement.

À l'échelle mondiale, les institutions financières internationales diffusent des orientations comparables. Les programmes d'ajustement recommandent ouverture commerciale, discipline budgétaire et privatisations. De nombreux pays adoptent ces principes pour accéder aux financements ou attirer les investisseurs.

TINA cesse alors d'être un slogan britannique. Elle devient une grammaire commune de l'action publique.

Les contestations et la réouverture du possible

À partir des années 2000, et plus encore après la crise financière de 2008, cette certitude est ébranlée. L'instabilité des marchés, la montée des dettes privées et les sauvetages bancaires rappellent le rôle décisif des États. Les politiques monétaires non conventionnelles et les plans de relance montrent que d'autres options peuvent être mobilisées lorsque l'urgence l'impose.

Dans le même temps, la progression des inégalités et la précarisation de certaines catégories alimentent des mouvements de contestation. Des économistes, des responsables politiques et des organisations internationales réhabilitent l'idée de régulation, de politique industrielle ou d'investissement public massif.

Pour autant, le cadre antérieur ne disparaît pas. Il continue d'orienter les décisions, même lorsqu'il est critiqué. L'héritage de TINA agit comme une référence à partir de laquelle on discute, négocie ou corrige.

Conclusion

L'histoire de TINA illustre la manière dont une doctrine économique peut devenir une évidence politique. Née dans un contexte de crise, elle a offert une réponse simple à des problèmes complexes et a fourni aux gouvernements un récit de modernisation. Ses effets ont toutefois été ambivalents : restauration de certains équilibres macroéconomiques, mais approfondissement de fractures sociales et territoriales.

Les crises récentes ont rouvert le débat sans l'abolir. Elles montrent que les alternatives existent toujours, mais qu'elles doivent affronter la puissance des cadres intellectuels hérités. Comprendre TINA revient ainsi à analyser non seulement des politiques passées, mais les limites contemporaines de ce que l'on considère comme possible.

? Articles et analyses générales sur TINA et le néolibéralisme

? Wikipedia — There is no alternative (TINA) Une présentation synthétique du concept, de son usage et de son ancrage dans l'histoire politique contemporaine : définition, variantes francophones et références littéraires/éditoriales.??

https://fr.wikipedia.org/wiki/There_is_no_alternative

? Revue Politique — TINA (There is no alternative) Analyse critique de l'expression comme performance idéologique au service du consensus néolibéral, mettant en lien les logiques politiques et économiques.?? <https://www.revuepolitique.be/tina-there-is-no-alternative/>

? La Vie des Idées — Fichu néolibéralisme Un article de fond sur le néolibéralisme qui évoque explicitement le TINA comme mythe opératoire dans les discours économiques depuis les années 1980.?? <https://laviedesidees.fr/Fichu-neoliberalisme>